

## Article 1 - Identification

### *Edition*

Service Communication Mairie d'Ollioules  
7 avenue du Général de Gaulle  
83 190 OLLIOULES - France  
N° SIREN : 218 300 903  
N° SIRET : 218 300 903 00018

### *Conception*

Directeur de la publication : Monsieur le Maire, M Robert BENEVENTI  
Webmaster éditorial / textes-photographies : C.BUISSON/ N BAEZA/ PM GASQUY /M.RIGAUD  
Développement : NetView  
Réalisation graphique : NetView

### *Hébergement*

1&1 Internet SARL  
7, place de la Gare  
BP 70109  
57201 Sarreguemines Cedex

## **Article 2 - Fonctionnement du site**

Le site est accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

La navigation est optimisée pour une configuration de 1280 x 1024 avec le(s) navigateur(s) Internet Explorer 7 et 8, Firefox 3, Opera, Chrome et Safari.

---

## **Article 3 - Propriété intellectuelle**

Le site et l'ensemble des contenus diffusés (articles, photographies, logos, marques, vidéos, sons, etc.) sont protégés par la législation en vigueur en France en matière de propriété intellectuelle (issue du Code de la Propriété intellectuelle : notamment le droit d'auteur, les droits voisins, le droit des marques) et par la législation internationale en vigueur (Conventions et traités).

Toute représentation, reproduction, modification, utilisation commerciale du site, ainsi que tout transfert vers un autre site sont soumis à autorisation à demander au service communication de la mairie.

## **Article 4 - Responsabilité**

La responsabilité de la collectivité ne saurait être engagée en cas notamment :

- de difficultés de fonctionnement ou interruption des services en ligne
- d'interruptions momentanées du site nécessaires à son évolution, maintenance ou mise à jour
- de défaillances ou dysfonctionnement du réseau Internet dans la transmission de données ou de documents
- d'intrusion frauduleuse d'un tiers ayant entraîné une modification des informations mises à disposition sur le site
- de conséquences, directes ou indirectes, pouvant découler d'erreurs de saisie de coordonnées ou de toute autre information incomplète ou erronée transmise par vos soins via le présent site.

La responsabilité de la collectivité ne saurait, plus généralement, être mise en cause, pour tous dommages directs ou indirects, quelles qu'en soient les causes, origines, nature ou conséquences, provoquées à raison de l'accès de quiconque au site ou de l'impossibilité d'y accéder.

La collectivité s'efforce d'assurer au mieux de ses possibilités l'exactitude et la mise à jour des informations diffusées sur ce site, dont elle se réserve le droit de corriger, à tout moment et sans préavis, le contenu.

Elle décline donc toute responsabilité pour toute imprécision, omission, inexactitude portant sur des informations disponibles sur le site.

Les liens hypertextes mis en œuvre en direction d'autres sites n'engagent aucunement la responsabilité de la collectivité, celle-ci n'exerçant aucun contrôle sur le contenu de ces sites.

---

### **Article 5 - Confidentialité et données nominatives**

#### *Collecte des données nominatives*

Les adresses électroniques collectées sur notre site peuvent être utilisées afin de répondre à vos besoins et vous transmettre des informations (newsletter). Vous pourrez toutefois vous opposer à la réception de ces courriels en envoyant un mail à ADRESSEMAIL

La mairie s'engage à ce que la collecte et le traitement de données à caractère personnel, effectués par elle à partir du présent site soient conformes à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les informations personnelles recueillies dans le cadre du service sont conservées conformément aux règles prescrites par la loi de 1978 et pendant une durée justifiée par la finalité de leur traitement. Les données à caractère personnel correspondent aux informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable par un ou plusieurs éléments qui lui sont propres fournies sur le site afin de nous contacter. Les informations ainsi fournies sur notre site permettent le traitement de vos demandes.

Conformément aux articles 38 à 40 de la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'opposition au traitement par la mairie des données personnelles vous concernant, ainsi qu'un droit d'accès, de communication, de modification, de rectification et de suppression des informations vous concernant.

Vous pouvez interroger la mairie afin d'obtenir :

- la confirmation que vos données personnelles font ou ne font pas l'objet d'un traitement
- des informations relatives aux finalités du traitement, aux catégories de destinataires auxquelles celles-ci sont communiquées.

Une copie des données à caractère personnel vous concernant peut vous être délivrée, à votre demande et contre remboursement des coûts de reproduction de celle-ci. Toutefois, la mairie a la possibilité de s'opposer aux demandes manifestement abusives, notamment par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique.

Ces droits peuvent s'exercer en ligne en adressant un courriel au webmaster à ADRESSEMAIL ou par courrier à la Mairie d'Ollioules, 7 avenue du Général de Gaulle 83190 OLLIOULES

## **Article 6 - Liens hypertextes**

Est autorisée la création de liens hypertextes simples (pointant vers la page d'accueil du site [www.olioules.fr](http://www.olioules.fr)) et profonds (ciblant des pages secondaires du site sans passer par la page d'accueil).

Le cadrage (ou framing) et l'insertion par lien hypertexte (in line linking) ne sont pas autorisés.

Le cadrage permet par le biais d'un lien hypertexte, d'intégrer dans un cadre, le contenu d'une page d'un site tiers, sans révéler à l'internaute l'origine réelle de ce contenu.

L'insertion par lien hypertexte permet d'inclure des éléments (images, sons, textes) d'un ou de plusieurs sites tiers, sans avoir à les copier sur son propre site : l'internaute n'ayant pas connaissance de l'origine réelle du contenu.

---

## **Article 7 - Droit de réponse**

La loi du 21 juin 2004 institue un droit de réponse pour toute personne nommée et désignée dans un service de communication en ligne (site internet) lui permettant de faire connaître ses explications et rectifier des erreurs.

La demande d'exercice du droit de réponse est adressée au directeur de la publication au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la mise à disposition du public du message justifiant la demande.

La réponse est gratuite.